



INTÉGRER LES POLITIQUES D'EFP VISANT A LUTTER CONTRE L'ABANDON SCOLAIRE

Des projets et des initiatives locales aux programmes et politiques nationaux

En 2014, le taux de sortie précoce de l'éducation et de la formation dans l'Union européenne (UE) n'était plus que d'un point supérieur à l'objectif d'Europe 2020 fixé à moins de 10 %. Cette tendance encourageante est en partie due aux multiples projets et initiatives menés en Europe ces trente dernières années en faveur des jeunes à risque de déscolarisation précoce. Or, malgré leur réussite, nombre de ces initiatives n'ont ni attiré l'attention, ni trouvé d'écho concret au-delà de leur contexte local. Qu'est-ce qui a empêché décideurs politiques et praticiens d'en tirer parti ailleurs? Que faut-il faire pour transposer efficacement les pratiques réussies dans d'autres contextes?

Après avoir analysé les causes et les manifestations de la sortie précoce de l'éducation et de la formation, ainsi que les politiques de prévention et de lutte contre ce phénomène ⁽¹⁾, le Cedefop s'est penché sur les conditions nécessaires pour l'intégration des projets et initiatives réussis dans les programmes régionaux/nationaux et pour l'apprentissage politique entre pays. Dans son étude sur le rôle de l'EFP pour réduire l'abandon scolaire ⁽²⁾, le Centre a analysé

de multiples initiatives et politiques qui se sont révélées efficaces pour réduire ou éviter les risques de décrochage et identifié leurs caractéristiques communes.

Un défi persistant: obtenir des évaluations probantes

Peu d'évaluations ont été conduites sur l'efficacité des politiques de lutte contre la sortie précoce de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) en Europe. Les rares évaluations disponibles ne permettent souvent qu'une compréhension partielle de la réussite ou de l'échec de telle ou telle politique, des raisons sous-jacentes et des bénéfices procurés aux intéressés.

Le Cedefop a répertorié plus de 300 initiatives conduites dans 36 pays d'Europe ⁽³⁾. Des données



Vidéo du Cedefop sur le rôle de l'EFP pour lutter contre l'abandon scolaire, comportant des témoignages d'apprenants sur le rôle de l'EFP dans leur décision de poursuivre leurs études et trouver un emploi.

<http://www.cedefop.europa.eu/en/publications-and-resources/videos/role-vet-combatting-early-leaving>

⁽¹⁾ Voir les notes d'information précédentes du Cedefop sur ce thème: <http://www.cedefop.europa.eu/en/publications-and-resources/publications/9084> et <http://www.cedefop.europa.eu/en/publications-and-resources/publications/9101>

⁽²⁾ Cedefop 2016 (à paraître). *The role of VET in reducing early leaving from education and training*. Pour plus d'informations: <http://www.cedefop.europa.eu/en/events-and-projects/projects/early-leaving-education-and-training>

⁽³⁾ Tous les pays parties prenantes à la stratégie «Éducation et formation 2020» depuis 2014.

probantes sur leur réussite ne sont disponibles que pour 44 de ces initiatives. Certaines n'ont

pas été évaluées mais sont étayées par des données de suivi qui nous renseignent sur le nombre de participants et, dans le meilleur des cas, leurs parcours.

Les évaluations de l'ensemble des indicateurs montrant l'effet à terme d'une politique sur le taux de poursuite des études et d'obtention d'une certification, susceptibles d'éclairer l'élaboration des politiques, sont davantage l'exception que la règle. Il importe de promouvoir une culture d'évaluation afin de renforcer les capacités d'apprentissage politique.

Conditions pour l'apprentissage politique et l'intégration des mesures de lutte contre l'abandon scolaire

Dans son analyse des mesures et politiques, le Cedefop a identifié cinq conditions essentielles de réussite. Les messages politiques se rattachant à chacune d'elles (sur fond vert ci-dessous) ont été discutés avec les représentants des États membres ⁽⁴⁾.

Leadership et engagement dans la durée

Pour assurer la pérennité des bonnes pratiques, la mobilisation active des décideurs politiques est vitale. Tous les exemples d'intégration réussie de ces pratiques analysés par le Cedefop ont pour caractéristiques communes l'évaluation approfondie des mesures en place et l'adoption rapide de leurs aspects innovants, leur transposition à plus grande échelle, ainsi que le soutien financier et politique dans la durée.

- Au Luxembourg, l'Action locale pour jeunes du ministère de l'éducation a été lancée à titre pilote en 1984, puis déployée à l'échelle nationale en 1988. Aujourd'hui, son large réseau de bureaux régionaux offre aux jeunes

des services complets d'orientation, de formation et de soutien individuel afin de les aider à entrer dans la vie active.

- En Allemagne, le programme d'orientation professionnelle (*Berufsorientierungsprogramm*) a débuté en tant que projet pilote en 2008, puis a été généralisé après son évaluation en 2010. Depuis, 815 000 élèves ont été pris en charge et des partenariats créés avec 3 275 établissements scolaires. Ce programme fait désormais partie intégrante de l'initiative *Bildungsketten*, qui accompagne les jeunes de l'école au premier emploi via la formation professionnelle.
- En France, la première École de la 2^e chance (E2C) a ouvert à Marseille en 1997 dans le cadre d'un projet pilote de l'UE. Elle a été rapidement suivie par d'autres écoles pionnières (à Mulhouse en 2000, en Champagne-Ardenne et Seine-Saint-Denis en 2002). La France compte aujourd'hui 107 E2C, implantées dans 18 régions. Le nombre de jeunes pris en charge est passé de 1 000 en 2003 à 15 000 en 2015.

L'un des enseignements retirés est qu'il faut du temps pour évaluer les initiatives locales innovantes, les déployer à plus grande échelle et les transformer éventuellement en programmes ou politiques d'envergure en faveur des jeunes à risque. Le soutien à long terme assure l'engagement des professionnels de terrain et leur permet de développer leurs méthodes de travail au fil de leur expérience.

Intégrer les éléments de pratique réussie dans les stratégies nationales

S'assurer l'adhésion des pouvoirs publics pour transposer à plus grande échelle les résultats des expériences et des projets pilotes

Faire en sorte que les pouvoirs publics régionaux s'engagent à mener des activités de lutte contre l'abandon scolaire

⁽⁴⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/en/events-and-projects/events/evaluating-impact-and-success-vet-policies-tackle-early-leaving-education>

Données sur les facteurs de réussite

La disponibilité de données probantes sur ce qui fonctionne est essentielle pour toute démarche systématique d'apprentissage politique et de transfert de pratiques. Ces données sont cruciales pour éclairer l'élaboration des politiques, mettre en place des dispositifs de financement et renforcer les capacités nécessaires. Le Cedefop a identifié des mesures dont la réussite doit beaucoup au suivi détaillé et à la documentation des activités.

- En France, l'une des difficultés de la lutte contre l'abandon scolaire tenait à la multiplicité des mesures coexistant à l'échelle locale avec peu ou pas de liens mutuels. Pour la résoudre, un nouveau système de suivi des sortants précoces a été mis en place, composé de plates-formes régionales chargées de suivre et soutenir les jeunes sortis de la voie générale ou professionnelle sans qualification. Ces plates-formes permettent non seulement aux autorités de coordonner les mesures à l'échelle régionale et de s'assurer de leur complémentarité mutuelle, mais aussi d'échanger les expériences. Les activités de suivi ont en fait joué un rôle décisif à la fois pour mieux sensibiliser aux problèmes de déscolarisation précoce et pour mobiliser l'ensemble des acteurs.
- Le système français de suivi ne se limite pas à l'EFP; il s'agit d'un système global qui exige une collaboration interministérielle et interinstitutionnelle ainsi que des mécanismes compatibles de collecte de données dans l'ensemble du pays. Cette large base permet de recueillir des données sur la sortie précoce de l'EFP, décideurs politiques et praticiens pouvant ainsi suivre les trajectoires des décrocheurs et comprendre quel type de filière ils ont abandonné.

Conduire des évaluations pour fournir des données probantes sur la réussite. Conduire des méta-évaluations de plusieurs bonnes pratiques pour identifier les principaux facteurs communs, aux fins d'intégration des mesures

Prévoir du temps pour les évaluations afin de s'assurer que celles-ci mesurent les résultats et pas seulement le rendement

Relayer la parole des enseignants et tenir compte de leurs connaissances et expériences dans les évaluations au niveau politique

Agents de changement

Il s'agit des acteurs capables d'impulser des changements au niveau local, que ce soit au sein des structures d'enseignement et de formation, des ONG, des centres d'orientation ou dans le cadre d'autres initiatives.

- En Autriche, les tuteurs intervenant dans le programme d'accompagnement des apprentis peuvent être considérés comme des agents de changement: outre la formation et l'accompagnement des jeunes, ils soutiennent les entreprises dans leurs efforts pour conserver les apprentis à risque de décrochage et prennent une part active à la résolution des conflits.
- Au Danemark, les coordinateurs de la *Fastholdelseskaravanen* («Caravane de maintien en éducation»), initiative du ministère de l'éducation destinée à attirer vers les programmes de formation professionnelle les jeunes issus de minorités ethniques et éviter leur décrochage, ont été des agents de changement, guidant et accompagnant ces jeunes et aidant les prestataires d'EFP à utiliser des pédagogies motivantes. La pérennisation de leur fonction après l'achèvement du projet en 2012 illustre l'importance capitale de ces coordinateurs.

Développer un réseau d'experts à même de renforcer les capacités des établissements éducatifs, à partir des bonnes pratiques

Assurer la formation des personnels, y compris de direction, des établissements d'enseignement et de formation

S'assurer le soutien des chefs d'établissement, responsables de centres d'enseignement et de formation, partenaires sociaux et autres acteurs concernés afin de favoriser l'adoption de bonnes pratiques

régulièrement au niveau local et à celui du Land.

Partager les connaissances sur ce qui fonctionne grâce à des bases de données conviviales, accessibles à tous. Accroître la visibilité des bonnes pratiques, par exemple en décernant des distinctions

Promouvoir l'apprentissage entre pairs
Promouvoir les échanges entre organisations

Promouvoir les visites d'étude, journées d'information, conférences et autres événements, comme une «semaine de prévention de l'abandon scolaire» annuelle

Mettre en place des réseaux/associations pour une «communauté de pratiques»

Communautés de pratiques

Soutenir l'apprentissage entre pairs et l'échange de pratiques réussies parmi les professionnels aide un groupe d'acteurs à parvenir à une compréhension commune de ce qui fonctionne, condition préalable à l'intégration de tout projet ou mesure.

- En Communauté francophone de Belgique, le projet *Expairs* (2012-2014) a aidé 42 établissements scolaires à centrer leur enseignement sur les besoins des apprenants et à mettre au point des méthodes pour les motiver. Ces établissements ont été divisés en trois groupes thématiques qui, avec l'aide des experts du projet, ont partagé, documenté et transposé les meilleures pratiques.
- En Allemagne, dans le Land de Hesse, le projet QuABB⁽⁵⁾ encourage les conseillers à échanger leurs expériences et collaborer avec un large éventail d'acteurs, en participant régulièrement à des rencontres et ateliers au niveau régional et à celui du Land. Ce projet favorise tout particulièrement les échanges entre praticiens (conseillers d'orientation et enseignants-conseillers), qui se réunissent

Lignes directrices et autres outils favorisant l'autonomie

L'un des défis liés au transfert des bonnes pratiques est de contextualiser une activité réussie. C'est ce qui a incité les décideurs politiques à conférer une marge de manœuvre croissante aux prestataires d'enseignement et de formation et autres acteurs (partenaires sociaux, services de l'emploi, services sociaux, ONG...) pour développer leur propre approche, à partir de lignes directrices prédéfinies ainsi que de méthodes et conseils. En contrepartie, ces acteurs sont tenus d'établir des rapports spécifiques garantissant le repérage et la mise à disposition des meilleures pratiques.

- En Irlande, les centres *Youthreach* sont tenus de se conformer à un cadre de qualité spécifiquement élaboré pour les prestations relevant de ce programme.
- En Estonie, les centres d'orientation *Rajaleidja* opèrent conformément aux objectifs annuels, lignes directrices et indicateurs établis par le ministère de l'éducation. Dans les limites de ce cadre global, ils jouissent d'une large autonomie.

⁽⁵⁾ QuABB – *Qualifizierte Ausbildungsbegleitung in Betrieb und Berufsbildung* («Accompagner les apprenants au sein des entreprises et des établissements d'EFPP») – une initiative du ministère de l'économie, de l'énergie, des transports et du développement régional du Land de Hesse.

- Au Danemark, les centres d'orientation pour les jeunes ont récemment fait l'objet d'une réforme qui met davantage l'accent sur l'assurance qualité des prestations. Ils opèrent de manière autonome mais sont tenus de publier sur leur site internet leurs objectifs, méthodes, activités prévues et résultats escomptés. Le ministère de l'éducation a élaboré un manuel pour les soutenir et les aider à développer un système d'assurance qualité.
- En France, suite à un audit des écoles de la 2^e chance, celles-ci sont tenues d'adopter une charte de principes fondamentaux régissant leurs activités. Cette charte définit les caractéristiques fondamentales d'une école de la 2^e chance (soutien par les autorités locales/régionales, mission d'insertion sociale, coopération avec les entreprises, priorité aux compétences). Le respect de cette charte est indispensable pour obtenir un label de qualité.
- Tant les écoles de production dans les pays germanophones que l'école de la 2^e chance de Matosinhos au Portugal s'inspirent des ateliers-écoles danois. À la différence du modèle danois, l'Allemagne et l'Autriche n'ont toutefois pas intégré leurs écoles de production en tant que telles dans le système éducatif ordinaire.
- Néanmoins, ces écoles de production fonctionnent efficacement dans les deux pays en interaction avec d'autres filières et parcours éducatifs. Au Portugal, l'école de la 2^e chance de Matosinhos est un établissement indépendant géré par une ONG en partenariat avec une collectivité locale (la municipalité de Matosinhos) et le ministère de l'éducation, lequel lui fait obligation de dispenser des programmes de formation officiels.

Apprentissage politique entre pays

Si l'apprentissage politique transnational est possible, il n'est pas pour autant exempt de difficultés. Le contexte socio-économique diffère d'un pays à l'autre, de même que les rôles des diverses parties prenantes: employeurs, services de l'emploi, partenaires sociaux, services d'orientation et de conseil, parents, enseignants et apprenants. Ces différences peuvent être décisives dans la réussite ou l'échec de telle ou telle mesure de lutte contre l'abandon scolaire.

On observe aussi des différences dans les cadres de gouvernance. L'existence d'établissements proposant une offre de la 2^e chance, le partage des responsabilités entre ministères, les services d'orientation et le suivi, ainsi que le degré d'autonomie des prestataires d'enseignement et de formation, sont autant de facteurs qui interviennent dans la possibilité d'adopter telle ou telle politique ou pratique dans un pays donné.

LA BOÎTE À OUTILS ÉLECTRONIQUE DU CEDEFOP PROCHAINEMENT DISPONIBLE

Le Cedefop a entrepris de mettre au point une boîte à outils européenne pour faciliter l'élaboration et le transfert des politiques visant à prévenir la sortie précoce de l'EFP ou à lutter contre l'abandon scolaire grâce à l'EFP. Cette boîte à outils fournira un cadre pour repérer les apprenants à risque de décrochage dans l'EFP et pour suivre et évaluer les mesures d'EFP visant à lutter contre ce phénomène. Elle comportera différents outils: lignes directrices politiques, recommandations, principes, répertoires de ressources et exemples de bonnes pratiques de différents pays européens, etc., ainsi que des listes de contrôle, des questionnaires et des outils d'autoévaluation.

Actions futures

Intégrer les projets et initiatives réussis dans les politiques et mesures nationales est la voie à suivre pour véritablement améliorer les perspectives des sortants précoces des systèmes d'éducation et de formation et éviter la déperdition des effectifs à risque.

Les évaluations d'impact systématiques propices à la transposition à plus grande échelle et l'intégration éventuelles des mesures doivent:

- fixer des objectifs de référence permettant de mesurer les résultats obtenus;
- fournir des données longitudinales rendant compte du changement (la plupart des

évaluations ne fournissent qu'un tableau figé des résultats et du rendement);

- fournir des comparaisons avec des groupes de contrôle ou avec des mesures similaires.

Cela est d'autant plus urgent que l'intégration sur le marché du travail de milliers de jeunes réfugiés et migrants exigera une mise en œuvre à grande échelle de mesures d'orientation et d'insertion professionnelle, certaines similaires à celles qui sont proposées aux sortants précoces (potentiels). Le Cedefop continuera d'éclairer le débat politique par ses analyses et de soutenir l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures.

